

Notre demeure est notre terre promise

Par Augusta Henriques

**Notes d'allocution pour le discours d'ouverture lors du
Symposium d'Inter Pares pour son 30e anniversaire
L'action citoyenne: Repousser les limites
Vendredi, le 29 avril 2005
Pavillon Tabaret, Université d'Ottawa**

Je voulais, avant tout, féliciter Inter Pares pour son 30^{ième} anniversaire. 30 années d'engagement solidaire pour le changement social, d'action internationale pour la paix et la justice. Je profite de l'occasion pour rendre hommage à toutes les femmes et tous les hommes qui ont travaillé de près ou de loin à Inter Pares, avec foi et cœur, donnant leur contribution pour changer ce monde, vers une Terre plus sûre, plus juste et plus saine pour tous ses habitants, pour les générations présentes et à venir.

C'est un grand honneur pour moi d'être associée à cet événement et à joindre Brian Murphy pour les mots d'ouverture de ce symposium. C'est aussi une responsabilité, car Inter Pares représente, pour nous à Tiniguena, l'organisation de référence en ce qui concerne la construction d'un partenariat entre égaux, entre les peuples du nord et du sud, vers un monde plus juste et solidaire. Inter Pares est l'organisation qui nous inspire et nous soutient depuis que Tiniguena n'était qu'un projet, un rêve de quelques citoyens bissau-guinéens décidés à donner leur contribution pour le développement durable de leur pays.

Quand Molly m'a invitée à m'adresser à ce forum, à « provoquer » et à inspirer ceux et celles qu'y participeront, je me suis posée la question : Qu'est-ce que je pourrais apporter de nouveau à une assemblée de gens si compétents et déjà engagés dans l'action citoyenne ? J'ai décidé de vous parler de ce que j'ai au cœur, ce que je souhaiterais dire, combien de fois, dans un forum international, en tant que femme africaine et mère, en tant que citoyenne engagée.

J'habite un tout petit pays ignoré par la communauté internationale, la Guinée-Bissau, situé entre le Sénégal et la Guinée Conakry. C'est un très beau pays, riche en ressources naturelles et culturelles, mais appauvri par des politiques inappropriées imposées par les institutions de Bretton-Woods dans les années 80 : ajustement structurel, libéralisation de l'économie, abandon par l'État des secteurs sociaux, etc.

Comme résultat de ces politiques, les écarts socio-économiques se sont approfondis, la corruption s'est installée, la pauvreté, la violence s'est intensifiée et nous avons connu une année de conflit armé, entre juin '98 et '99. Depuis ce temps, la Guinée-Bissau est plongée dans l'instabilité jusqu'à présent.

Plus que jamais nous avons besoin de toute notre *intelligentsia* pour redresser notre pays, mais la fuite des cadres déclenchée par ce conflit, ne s'est plus arrêtée. Plongée dans la pauvreté,

anéantie par la corruption, secouée par des convulsions successives, privée de la partie la plus novatrice de sa masse critique, la Guinée-Bissau est aujourd'hui dans les mains des militaires et des politiciens incendiaires, qui frisent la folie, sans scrupules ni sens d'État. Ainsi, l'État perd son prestige, s'affaiblit de plus en plus et devient absent de la plupart de son territoire. Cette absence favorise le pillage de ses ressources, ceux de la pêche en particulier, convoitées par les pêcheurs des pays voisins et par les flottilles de la pêche industrielle provenant de l'Union Européenne, de la Chine, entre autres.

Pour accéder au pouvoir et le maintenir, les nouveaux maîtres de la Guinée-Bissau divisent notre société par la couleur, l'ethnie, etc.; ils nous font plonger dans la médiocrité et l'obscurantisme, par manque d'investissement dans l'éducation publique, la science et la culture. Le secteur privé est anéanti, les médias sont instrumentalisés ou étouffés et les organisations de la société civile, certaines sont combattues et écrasées, quelques-unes infiltrées par les partis politiques, d'autres isolées. Sous prétexte de manque de moyens, les fonctionnaires, qui reçoivent déjà des salaires de misère, ne sont pas payés régulièrement, avec des retards de plus de 10 mois. Ainsi, tout le monde devient misérable et donc, facile à acheter. Les valeurs se dégradent et les références positives deviennent rares.

Face à un tel scénario, comment garder l'espoir dans l'avenir ? Comment contribuer pour le changement social ? Comment aider les Guinéens à croire dans leur capacité de changer leur quotidien et leur avenir ? Comment les mobiliser pour une action citoyenne qui défie les limites du pays et ses propres limites ?

Tiniguena, l'ONG que je dirige, œuvre pour le changement social en Guinée-Bissau depuis sa création en 1991, avec le soutien de plusieurs partenaires internationaux, Inter Pares parmi les plus complices. Tiniguena travaille au niveau local, en appuyant des initiatives communautaires d'appropriation et de gestion durable de leurs espaces et ressources naturelles. Nous agissons aussi au niveau national, menant des actions d'information, de sensibilisation et de plaidoyer visant la conservation et la valorisation du patrimoine naturel et culturel national.

Depuis le conflit armé de 1998, Tiniguena a décidé d'inclure dans son action les questions liées au droit à la paix durable, à la démocratie et au développement. Ensemble avec d'autres organisations de la société civile, elle milite pour le dialogue social, la stabilisation et le redressement du pays, le renforcement du processus démocratique et l'engagement effectif dans la voie du développement, en tant que préalables à la paix durable.

La mobilisation citoyenne est, pourtant, une tâche de longue haleine, pleine de hauts et de bas. Elle se construit à partir d'agendas précis et s'inspire des exemples qui peuvent constituer des références positives et des semences d'espoir.

Comment cherchons-nous à semer de l'espoir chez nous ? Par des actions qui renvoient aux citoyens une image positive d'eux-mêmes, en leur redonnant confiance en eux-mêmes ; par des initiatives porteuses de changement et qui peuvent faire tache d'huile ; par des exemples de bonne gouvernance pour nos propres organisations et pour les partenaires avec lesquels nous

travaillons sur le terrain ; par la projection, à travers notre organisation, nos membres et notre personnel, « des valeurs humaines fondamentales, telles l'altruisme, la générosité, la solidarité » comme le dit d'ailleurs le rapport annuel d'Inter Pares. Nous ajoutons encore, la justice, l'équité, l'honnêteté, la transparence, le respect, la paix, l'espoir.

Pour semer l'espoir et développer des initiatives porteuses de changement, Tiniguena anime, depuis 4 années, un processus de création de l'aire marine protégée de gestion communautaire des îles Urok, dans la Réserve de biosphère de l'Archipel des Bijagós, incluant 3 îles. Le complexe d'Urok se trouve parmi les ensembles naturels de l'Archipel les plus intéressants pour la biodiversité. Il n'a pas été facile d'amener ce processus à terme, à une époque de profonde instabilité, où les attentions sont centrées sur les questions politiques et d'ordre plus immédiat, comme les élections présidentielles, prévues pour le 19 juin prochain. Ces élections sont réclamées par la communauté internationale comme condition d'octroi de l'aide dont notre pays a tellement besoin pour son redressement. Néanmoins, elles constituent plutôt un pôle de tension et de crispation politique et militaire et le citoyen moyen se prépare pour une nouvelle descente aux enfers... C'est dans ce contexte que nous avons mené notre plaidoyer pour aboutir à l'approbation par le Gouvernement du décret de création officielle de l'aire marine protégée des îles Urok. Ce décret accorde aux communautés résidentes le droit d'exclusivité d'accès et de gestion des ressources des 3 îles, pour leur sécurité alimentaire, culturelle, environnementale et économique, pour la conservation de la biodiversité et des habitats critiques stratégiques pour le développement du pays. L'engagement de Tiniguena dans ce dossier, est aussi une façon de résister à la tendance actuelle de donner priorité à la politique au détriment du développement, contre l'ajournement continu de l'avenir du pays.

L'expérience que nous menons à Urok est aussi un exemple de bonne gouvernance, avec souci de participation et de conciliation des intérêts des générations présentes et à venir. Les structures et mécanismes de concertation et de gestion mis en place sont fondés sur des modes d'organisation et des règles de gestion traditionnelles actualisées, de façon à répondre aux nouveaux enjeux et nouvelles aspirations, surtout de la part des jeunes, fruit du contact avec l'extérieur et la modernité.

Pour semer l'espoir et développer des initiatives porteuses de changement, Tiniguena soutient d'autres expériences d'organisation et de gouvernance locale, basées sur le mouvement associatif, notamment à Zona Verde, situé au sud du pays. Nous encourageons les paysans à développer davantage leur vision de l'avenir et leurs capacités en tant qu'acteurs de transformation de leur propre réalité. Nous les appuyons à se renforcer mutuellement et à réaliser des initiatives visant l'amélioration de leur cadre de vie, aussi bien à promouvoir leur participation, en tant que citoyens, dans la vie du pays. Enfin, nous leur donnons des outils qui leur permettent de traduire dans la pratique des principes de bonne gouvernance, tels que la participation, la transparence, la bonne gestion des biens collectifs, l'imputabilité et la légitimation de la représentativité. Ainsi ils construisent leur processus démocratique et de cette façon, ils gagnent plus de confiance pour exiger de leurs élus une bonne gouvernance soit au niveau local, soit au niveau national.

Certains d'entre vous se poseront la question sur qu'est-ce que tout ça a à voir avec les questions que nous sommes sensés débattre dans ce symposium. En plus, la Guinée-Bissau n'est même pas un pays de concentration de l'aide canadienne. Je profite pour glisser quelques mots là-dessus. Je n'ai jamais compris ces critères de pays de concentration... Tous les bailleurs et les organisations qui en dépendent se trouvent travaillant dans les mêmes pays, laissant exclus, votés à l'oubli, des parties importantes de la planète, des peuples entiers qui se battent pour vivre et pour conserver leur dignité ! Après, il ne faut pas s'étonner que ces zones se transforment en lieux privilégiés des affaires obscures et de violence. La marginalisation et l'exclusion n'ont jamais rimé avec paix et sécurité. Les budgets que les pays riches accordent à la soi-disant sécurité couvriraient largement les besoins essentiels de ces populations.

Je crois que la Guinée-Bissau, comme la plupart des petits pays marginalisés par la communauté internationale, parlent, et beaucoup, des grands problèmes auxquels nous faisons face dans nos jours, car ...

N'est-il pas vrai que, tel que la Guinée-Bissau, ce monde que nous partageons, est aujourd'hui dirigé selon des politiques et des logiques illogiques, obscurantistes, destructrices de la vie ? Qu'au nom de ces politiques et de la croissance économique qu'elles préconisent, les États abandonnent de plus en plus les secteurs sociaux, pour que le secteur privé s'en occupe ; le vol est légitimé, à travers la validation par l'OMC du pillage des ressources et des savoirs communautaires ancestraux par les multinationales de l'exploitation minière, du génie génétique et d'autres ? N'est-il pas vrai aussi qu'en conséquence de ces politiques néo-libérales, le monde se polarise, la pauvreté augmente, tant au sud qu'au nord, les conflits se multiplient, la violence atteint des niveaux insoupçonnés, l'insécurité devient le grand cauchemar et des riches et des pauvres et la paix mondiale est menacée ?

N'est-il pas vrai que, tel que dans mon cher petit pays de bananes, perdu sur la carte du monde, qui n'intéresse personne (sauf nous, bien sûr !), notre planète est dirigée par des leaders sans scrupules, incendiaires, qui frisent la folie ? Des nouveaux maîtres du monde qui n'hésitent pas à mettre en danger la paix et la sécurité de tous, pour défendre les intérêts et les modes de vie d'un nombre très réduit d'individus, déjà très riches et qui veulent s'enrichir davantage ? Des leaders paranoïaques qui sèment la peur chez leurs concitoyens et, pour se défendre du terrorisme, font plus de terrorisme, généralement contre des populations innocentes (ils disent que c'est des dégâts collatéraux...), au point d'exposer inexorablement leurs citoyens, en leur faisant être haïs partout dans le monde et en les transformant ainsi en cibles plus recherchées par le terrorisme ? Des leaders qui réclament le combat au fondamentalisme, alors qu'ils démontrent être de vrais fondamentalistes ; qui divisent le monde en axe du bien et axe du mal ? Ce ne sont pas plutôt eux qui se trouvent dans l'axe du mal ?

Il y a une anecdote que je ne résiste pas à vous raconter, à propos de la vision de certains Américains de la carte de la Terre. Ils désignent les pays arabes comme « *Oil* », l'Afrique comme « *Jungle* » et le Canada comme « *Just like us* ». S'il vous plaît, n'acceptez pas, jamais, d'être « *Just like them* » !

N'est-il pas vrai que, tel que chez moi, nous assistons, ces temps-ci, aux plus astucieuses manipulations et contrôle des médias, subordonnés aux intérêts de grandes multinationales, dont certains d'entre eux font partie ? L'information a cédé la place à la communication, car la première cherche l'exemption et l'objectivité alors que la dernière fait recours plutôt à la manipulation, pour domestiquer le public, lui retirer tout sens critique et le transformer en simple consommateur passif des mises en scène, en perroquets qui répètent tout ce qu'ils ont entendu. La pensée unique s'impose ainsi, au service du néo-libéralisme et des nouveaux maîtres du monde : les multinationales. Le monde est devenu un grand théâtre, où tout est show-biz, où on fait appel au voyeurisme, où les valeurs sont ignorées, voir méprisées, les sentiments et les moments les plus intimes des individus sont exposés en public, en échange d'un peu d'audience... Tout est banalisé, même l'injustice et la souffrance... La barbarie gagne de plus en plus de place dans notre quotidien, dans notre existence.

N'est-il pas vrai que, dans beaucoup de pays riches, il y a un nombre important de gens qui n'arrivent pas à faire face à leurs besoins essentiels avec leurs salaires ? La société de surconsommation fait en sorte que la priorité est donnée à tout ce qui est accessoire au détriment de l'essentiel. Pour en avoir plus, beaucoup d'entre eux travaillent encore plus et pour cela ils n'ont pas de temps pour leur famille ni pour vivre. Les enfants d'aujourd'hui souffrent du manque de disponibilité de leurs parents. Abandonnés à eux-mêmes pendant une grande partie de leurs temps, ils cherchent dans la rue la compagnie qu'ils n'ont pas chez eux. Comme leur société souffre aussi de crise de valeurs, les plus sensibles arrivent difficilement à surmonter le manque d'objectifs dans la vie, l'excès de matérialisme, la superficialité, le déficit de spiritualité et d'autres valeurs qui accordent l'humanité à l'être.

Nous pourrions continuer dans ce sens sans en finir, même si j'ajoute à ma demi-heure les 30 minutes de Brian.

Qu'est-ce que nous pouvons faire pour changer les choses ? Quelle est notre réponse, en tant que citoyens de cette planète, face à cette sorte de folie qui risque de compromettre notre propre humanité et les conditions de vie saine dans ce monde ?

J'ai été au Mali, en février passé, dans le cadre des travaux de la Coalition sous-régionale pour la défense du patrimoine génétique africain, créée en janvier 2004 et dont Tiniguena fait partie. Nous avons participé à la 2^e édition du forum sur le coton africain où les paysans ont débattu des questions liées à la production et la valorisation du coton, au commerce international, y compris les risques d'introduction au Mali du coton transgénique de Monsanto, le fameux « coton BT ». La devise de cette rencontre pleine d'enseignements en matière d'action citoyenne était :

Résistance, créativité, solidarité.

Je pense que notre réponse doit se traduire en **résistance** à la manipulation et à la barbarie, pour la préservation des ressources stratégiques pour la vie, pour le contrôle sur notre propre existence, pour l'instauration des valeurs et des modes de vie humains, sains, harmonieux. Notre action devra chercher la **créativité**, car nous sommes dans une sorte de cycle vicieux, d'où il faut

sortir impérativement et pour y arriver, il nous faudra beaucoup d'imagination. La **solidarité** est essentielle, puisque c'est l'excès d'individualisme et d'égoïsme qui nous a amenés à cette voie sans issue, d'autodestruction. Seulement en réfléchissant, en agissant ensemble, en réinventant des nouvelles formes et mécanismes de solidarité, nous serons en mesure de retrouver la bonne voie pour la réalisation de l'être humain dans sa vraie vocation.

Chaque citoyen est placé devant ces responsabilités. La prise des responsabilités de résistance, créativité et solidarité, devra commencer là où chacun de nous habite, là où on vit, on travaille et on essaye de construire notre avenir et celui de nos enfants. Tel qu'à Urok, dans l'Archipel de mon enfance, il faut que nous nous appropriions nos espaces et nos ressources, que nous nous organisions au niveau communautaire pour mieux les gérer, pour faire de notre petit quartier, de notre village, ou ville natale, un espace de partage et de vie en plénitude. Ensemble, nous trouverons nos propres formules, pour faire de notre demeure, notre terre promise.

Comme à Zona Verde, si l'on arrive à contribuer pour une meilleure gouvernance au niveau de notre petit territoire, nous gagnerons la confiance et la légitimité pour rêver (au moins rêver!) et pour exiger une meilleure gouvernance à d'autres niveaux. Il ne faut surtout pas nous désengager de l'exercice du contrôle sur ceux qui nous sont redevables. Il ne faut pas non plus, démissionner de nos responsabilités de citoyens dans la construction de modèles de gouvernance qui nous font le mieux.

Le déficit de démocratie n'est pas une exclusivité de l'Afrique. Pour cela, les citoyens du nord solidaires avec nos peuples, doivent s'investir plus dans la construction des systèmes d'organisation sociale plus démocratiques chez eux. De la même façon que nous, les citoyens du sud, devront accorder plus d'intérêt à l'éducation du public et des gouvernements du nord, des bailleurs en particulier. Là, nous devrions travailler plus ensemble, en partenariat, entre égaux, comme le défend si bien Inter Pares, pour changer les choses. Il y a tellement de choses à changer ! C'est difficile, très difficile. Mais ce n'est pas impossible ! Nous n'avons pas d'autre choix !

J'ai commencé ma communication en disant que je voulais intervenir en tant que femme africaine et mère. C'est parce que nous sommes mères et pères, parce que nous aimons infiniment nos enfants, qu'il faut que nous trouvions des forces, de l'imagination, du courage, pour s'investir effectivement pour changer ce monde. Nous ne pouvons pas laisser à nos enfants cette vie vide, dure, hostile, où l'on se mange les uns par rapport aux autres, où les enfants s'évadent dans la drogue et l'alcool, puisqu'on ne leur laisse plus d'espace pour rêver. J'ai deux enfants. En parlant avec ma fille, qui termine ses études cette année au Portugal et a hâte de rentrer chez nous, je lui ai dit qu'il faut qu'elle se prépare pour l'éventualité d'avoir à vivre ailleurs, dans un autre pays africain, si jamais les choses dérapent en Guinée-Bissau. Elle m'a dit :

– Maman, pourquoi tu es en train de nier maintenant tout ce que tu nous as toujours appris ? Tu nous as appris à connaître notre pays, à l'aimer passionnément. Tu nous as toujours dit que la Guinée-Bissau a tout ce dont nous avons besoin pour construire notre bonheur, notre avenir. Que nous sommes aussi responsables de son avenir, car c'est notre seule terre, l'héritage

des enfants que nous aurons un jour. Tu nous as encouragés à choisir des métiers qui pourraient être utiles chez nous. Maintenant que je suis prête à retourner là où j'appartiens, pourquoi cette peur ?

Partagée et émue, je lui ai répondu que la situation en Guinée-Bissau est très instable et je n'ai pas envie de les voir passer par les mêmes privations que moi. Elle m'a répondu :

– C'est le pays que ta génération nous laisse, maman. On n'en a pas d'autre, n'est-ce pas ? Ne t'inquiète pas. Comme dit ta copine canadienne, on va composer avec...

Oui, nos enfants auront à composer avec ce qui reste de nos pays, de notre planète. Mais parce que nous sommes des mères et des pères et que nous les aimons infiniment, nous ne pouvons pas les laisser tomber ! Même si beaucoup d'entre nous sont fatigués, nous trouverons de la force pour **résister**, de l'inspiration pour **innover**, de la capacité de bâtir des liens de **solidarité** au niveau local, national et international, pour tisser des maillons chaque fois plus forts, d'une chaîne qui nous aidera à passer de l'autre côté, là où se trouve notre terre promise...

Je sais que j'ai parlé beaucoup, mais on n'a pas encore la réponse qui nous assure comment aller au-delà des limites. Mais ma fonction était plus de « provoquer » que de donner des recettes. Je sais que j'ai fait beaucoup d'abstractions, de simplifications, transpositions, quand les choses dans la réalité, sont bien plus compliquées que ça... Mais, il faut **oser rêver que le changement est à notre portée**, que **la terre promise, on peut bien la bâtir**, que la solidarité, n'est pas seulement un mot pour faciliter le « fundraising » pour les pauvres... Le rêve, pas l'évasion, **le rêve c'est un droit** et comme chantait un poète portugais de la révolution des oeillets, il y a 30 ans:

*« Ils ne savent pas que le rêve,
le rêve commande la vie
et toujours, quand l'Homme rêve,
le monde fait des sauts et avance,
comme un ballon coloré,
entre les mains d'un enfant... »*